

# ALGÉRIE

Tableau 1

2018

Population, millions d'habitants	42,0
PIB, milliards de dollars courants	151,0
PIB par habitant, dollars courants	3595
Seuil de pauvreté national <sup>a</sup>	5,5
Taux de pauvreté international (USD 1,9) <sup>a</sup>	0,5
Taux de pauvreté des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (USD 3,2) <sup>a</sup>	3,9
Coefficient de Gini <sup>b</sup>	27,6
Scolarisation, primaire (taux brut en %) <sup>c</sup>	113,6
Espérance de vie à la naissance, années <sup>c</sup>	76,1

Source : WDI, Macro Poverty Outlook et données officielles.

Notes :

a) Valeur la plus récente (2011). PPA 2011

b) Valeur la plus récente (2011).

c) Valeur la plus récente, WDI (2016).

Une baisse sensible de la production d'hydrocarbures a limité la croissance à 1,5 % en 2018, malgré une forte progression des autres secteurs favorisée par une expansion budgétaire substantielle due aux hausses de prix du pétrole. Le double déficit, qui reste important, continue de grever les réserves officielles. À moyen terme, on s'attend à une croissance léthargique, tandis que le double déficit devrait diminuer légèrement à mesure que les pouvoirs publics poursuivent leur programme de rééquilibrage budgétaire. Il faudra tôt ou tard mettre un terme au financement des déficits budgétaires par la banque centrale pour maîtriser l'inflation.

## Évolution récente

Malgré une augmentation substantielle du budget de l'État et un prix du pétrole plus élevé qu'attendu, le ralentissement marqué de la production d'hydrocarbures (4,2 %) a entravé la reprise de la croissance en 2018. Ainsi, on estime que cette dernière se situait à 1,5 %, alors que des projections établies en octobre 2018 la plaçaient à 2,5 %, avant que l'ampleur de la baisse de la production d'hydrocarbures ne soit avérée. Quoiqu'il en soit, grâce à une demande solide, une croissance robuste a été enregistrée dans l'agriculture (6,9 %), la construction (4,6 %) et les services non gouvernementaux (3,8 %).

Du côté des dépenses, la dépense publique a progressé de manière substantielle en 2018 (11,2 % en valeur nominale) après un léger repli en 2017. Le relèvement des recettes dû à l'augmentation du prix du pétrole a, néanmoins, permis une légère réduction du déficit budgétaire (estimé à 6,0 % du PIB contre 8,7 % en 2017). En 2018, les importations ont enregistré une baisse estimée à 2,9 % (5,1 % en valeur réelle), ce qui semble indiquer que les diverses mesures de réduction des importations ont commencé à infléchir les volumes de marchandises importées. Dans l'intervalle, les exportations (composées à environ 95 % d'hydrocarbures) ont affiché une hausse significative de 21,9 % (malgré une baisse en volume), qui s'explique principalement par la forte augmentation des prix des hydrocarbures. Il s'est ensuivi une réduction du déficit courant, qui est passé de 13,6 % du PIB en 2017 à 7,6 % en 2018. En raison des déficits et des apports limités de capitaux, les réserves internationales ont con-

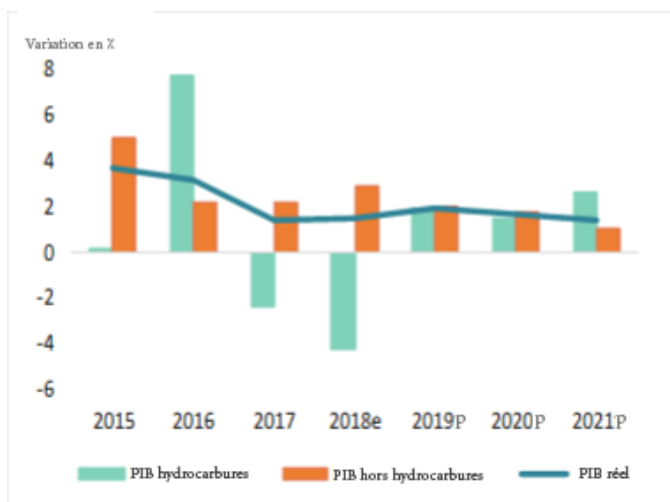
tinué à décliner tandis que la dette globale grimpeait à 41,9 % du PIB. La dette extérieure reste faible, les déficits budgétaires étant financés par une ligne de crédit auprès de la banque centrale.

Malgré la politique monétaire expansionniste, l'inflation est restée maîtrisée, baissant à environ 4,3 % en 2018 contre 5,6 % en 2017. Fin janvier 2019, le montant global de monnaie créée au titre de « financements non conventionnels » atteignait 6 556 milliards de dinars, soit 31,1 % du PIB, ce qui est supérieur au montant cumulé des déficits budgétaires pour 2017 et 2018 (2 793 milliards de dinars). Cette situation s'explique par divers emplois « hors budget » de ces financements. Les financements non conventionnels ont eu peu d'effet sur l'inflation, les prix de nombreux biens de consommation et du logement étant subventionnés.

Le taux de chômage s'établissait à 11,7 % en septembre 2018, au même niveau qu'un an auparavant, en phase avec la croissance atone enregistrée en 2018. Les groupes de population affichant les plus forts taux de chômage restent les mêmes : 19,4 % chez les femmes et 29,1 % dans la tranche des 16-24 ans. Chez les jeunes (16-24 ans), le chômage a progressé de 2,7 points de pourcentage depuis avril 2018.

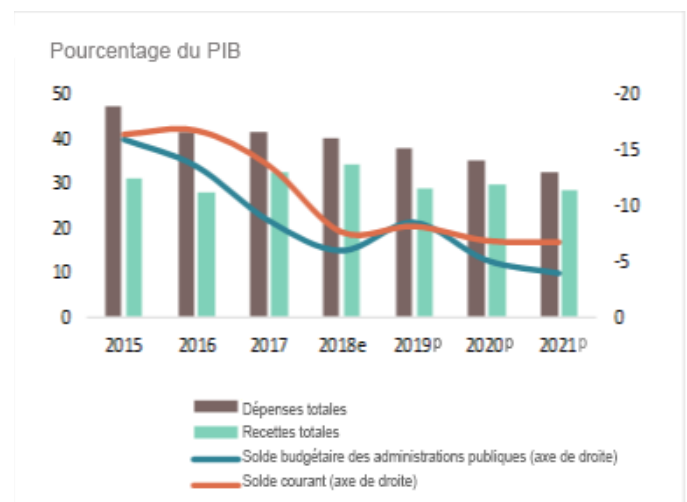
Aucune estimation récente des niveaux de pauvreté n'est disponible pour le pays. Selon les taux de pauvreté officiels, 5,5 % de la population était considérée comme pauvre en 2010/2011. Les taux variaient considérablement d'une partie à l'autre du pays : la région du Sahara et celle des steppes affichaient un taux de pauvreté respectivement deux fois et trois fois supérieur à la moyenne nationale. Ces estimations sont néanmoins fondées sur un seuil de pauvreté équivalent à moins de 3,6 dollars

FIGURE 1 Algérie/Croissance du PIB réel



Sources : Estimations et projections des services du FMI et de la Banque mondiale.

FIGURE 2 Algérie/Double déficit



Sources : Estimations et projections des services de la Banque mondiale.

par jour en PPA de 2011, ce qui est nettement inférieur au seuil de 5,5 dollars par jour utilisé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure dans les comparaisons internationales.

## Perspectives

Le rééquilibrage budgétaire pourra reprendre au second semestre de 2019. Il devrait s'ensuivre un léger ralentissement des secteurs hors hydrocarbures sur l'année 2019, neutralisant une légère augmentation de la production d'hydrocarbures. En conséquence, la croissance du PIB réel est attendue à 1,9 %. Compte tenu d'un prix du pétrole plus bas, on s'attend à une aggravation des déficits budgétaire et courant ; lesquels devraient atteindre respectivement 8,5 et 8,1 % du PIB. L'inflation restera contenue. À moyen terme (2020-2021), la croissance hors hydrocarbures sera freinée par la rationalisation des finances publiques. Les recettes des secteurs hors hydrocarbures apporteront une certaine marge de manœuvre pour réduire l'ampleur des coupes budgétaires. De ce fait, une légère baisse du déficit budgétaire est attendue (5,1 % du PIB en 2020 contre 4,0 % en

2021), comme on peut le voir à la figure 2. Ce compromis entre maîtrise des dépenses et accroissement des recettes débouchera sur une croissance amorphe de 1,7 % en 2020 et 1,4 % en 2021 (voir la figure 1). Si des réformes structurelles sont menées du côté des subventions et du climat des affaires, le déficit courant baissera pendant cette période (6,8 % du PIB), ce qui le rendra gérable au vu du niveau substantiel des réserves (13 mois d'importations d'ici la fin 2019). L'effet cumulé du financement monétaire considérable contribuera à accroître la pression inflationniste.

Faute de données, il n'est pas possible de prévoir l'évolution de la pauvreté. Il semble néanmoins que l'économie offre des possibilités limitées de réduction de la pauvreté (ou de la vulnérabilité) en raison de la faiblesse de la croissance économique et du niveau chroniquement élevé du chômage. Même si les pouvoirs publics s'emploient à diversifier l'économie et donner une plus grande place au secteur privé, notamment en attirant des investisseurs étrangers, peu d'améliorations sont prévues à court et moyen termes, ce qui devrait limiter l'ampleur des créations d'emplois.

## Risques et défis

Le principal défi pour l'économie est de renforcer sa résilience à la volatilité des prix des hydrocarbures, à la fois en atténuant l'impact de cette volatilité sur le budget et en diversifiant les sources de croissance. Les nouvelles tendances mondiales — telles que le changement climatique, les technologies de rupture — et l'importance croissante du capital humain confirment que ce défi est à relever d'urgence. Pour ce faire, il faudra engager d'ambitieuses réformes, dont certaines ont été énoncées par les autorités dans le décret accompagnant le recours au financement non conventionnel du déficit. Pour atténuer les effets potentiellement négatifs des réformes sur les populations vulnérables, il faudra renforcer les capacités statistiques du pays afin d'actualiser les études sur les conditions de vie et de mener une évaluation exhaustive de l'impact des réformes sur la pauvreté et le bien-être. Tout retournement des tendances mondiales du prix des hydrocarbures compliquera la réduction prévue du double déficit.

**TABLEAU 2** Algérie/Indicateurs Macro Poverty Outlook

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2016	2017	2018 <sup>a</sup>	2019 <sup>p</sup>	2020 <sup>p</sup>	2021 <sup>p</sup>
<b>Croissance du PIB réel, aux prix constants du marché</b>	3,2	1,4	1,5	1,9	1,7	1,4
Consommation privée	3,3	1,9	1,9	1,7	1,5	1,5
Consommation publique	24,0	11,9	-11,9	-10,5	8,2	7,3
Formation brute de capital fixe	22,7	-21,0	-8,0	13,5	-7,1	-7,2
Exportations de biens et services	7,3	-1,6	-7,7	1,6	1,7	2,0
Importations de biens et services	-2,6	-2,6	-5,1	3,5	-4,3	-3,3
<b>Croissance du PIB réel, aux prix constants des facteurs</b>	3,0	1,4	1,5	1,9	1,7	1,4
Agriculture	1,8	1,2	6,9	2,8	1,8	1,8
Industrie	6,2	0,6	-0,6	2,4	2,1	2,1
Services	1,6	1,9	1,5	1,4	1,5	0,9
<b>Inflation (indice des prix à la consommation)</b>	6,4	5,6	4,3	5,6	6,7	8,7
<b>Solde courant (% du PIB)</b>	-16,7	-13,6	-7,6	-8,1	-6,8	-6,7
<b>Solde budgétaire (% du PIB)</b>	-13,6	-8,7	-6,0	-8,5	-5,1	-4,0
<b>Dette (% du PIB)</b>	31,3	34,4	41,9	47,8	56,8	58,3
<b>Solde primaire (% du PIB)</b>	-12,8	-7,4	-4,6	-6,7	-4,3	-3,1

Sources : Banque mondiale, pôles Pauvreté et équité et Macroéconomie, commerce et investissement.  
Notes e = estimation p = prévision